

Bibliothèque anarchiste

Le gâchis

La Révolte

La Révolte
Le gâchis
10 décembre 1887

extrait le 4 septembre 2026 de *La Révolte* (n°13) du 10
décembre 1887

bibliotheque-anarchiste.com

10 décembre 1887

Table des matières

La situation intérieure	3
La situation extérieure	6

Le régime parlementaire gouvernemental est à son comble. Les événements se succèdent avec rapidité. Qui sait ce qui arrivera demain ? La situation révolutionnaire est ouverte ; c'est le commencement de la fin. Tâchons donc de nous rendre compte de la situation. Il serait mauvais de marcher à l'aveuglette.

La situation intérieure

Chaque gouvernement a toujours poursuivi un double but : maintenir l'exploitation du pauvre par le riche par tous les moyens : loi, magistrature, prison, guillotine et gibet, l'armée, le massacre dans la rue, la guerre au besoin. Ceci est le devoir du gouvernement.

Et pendant ce temps-là — s'enrichir par tous les moyens. Créer des places en nombre infini, afin de gagner des clients. Créer un budget aussi lourd que possible, afin d'avoir où puiser la fortune. Profiter de la position à la tête des affaires pour s'enrichir, soit directement en pillant les caisses de l'État, soit en lançant de grandes entreprises véreuses patronées par l'État.

Voilà l'essence de tous les gouvernements, depuis leur fondation jusqu'à nos jours. Louis XVI, les jacobins, Napoléon Ier, les d'Orléans, le gouvernement provisoire de 1848, Badinguet et la bourgeoisie gouvernementale de ce moment, — aucun n'a manqué à ce double devoir du gouvernement. On citera peut-être « Robespierre le Juste » ; mais nous répondrons en montrant du doigt les bandes noires du jacobinisme et leur défense de la propriété.

Maintenir l'exploitation, s'enrichir personnellement. Que l'on tourne et retourne tous les gouvernements depuis quarante siècles, de San-Francisco à Pétersbourg — on n'y trouvera que cela.

La république bourgeoise, en amenant au pouvoir les « couches nouvelles », comme disait Gambetta, n'a pas manqué à ce double devoir des gouvernants. Elle a maintenu l'exploitation et elle a volé à pleines mains.

Mais tandis que tous travaillent au maintien de l'exploitation, tous ne volent pas de la même manière.

D'une part, nous avons les Ferry, les Rouvier, etc., organisés pour le pillage en grand. Dette tunisienne, banques égyptiennes, concessions tonkinoises, concessions de chemins de fer, conversion de la dette nationale — voilà où ils pêchent leurs millions. On ne les prend pas la main sur le sac : ils volent selon les lois de la finance. C'est la haute pègre.

À côté, les petits voleurs, trop petits encore pour voler en grand. Ce sont les Wilson et toute la clique innombrable des petits fonctionnaires, d'entrepreneurs pour l'armée ou pour les prisons, — tout un monde cherchant à faire trouée et à grossir sa bourse.

Ceux-là ne dédaignent pas les gros sous en cuivre. Ils volent sur les timbres-poste, ils empochent le sucre dans la cantine de la Chambre des députés ; ils vendent les bureaux de tabac ; ils font croix du déshonneur ou du mérite agricole ; ils rognent la note du serrurier et du peintre ; ou bien ils rognent la paie du prisonnier et le patient au tabac à cinq francs le paquet de dix sous. Ce sont les sous-ordres des précédents.

Les premiers — ceux qui font le vol en grand avec l'aide de la politique extérieure — ont pour eux la banque, la finance, les compagnies de chemins de fer, les gros tripoteurs de la Bourse. Or, tout ce monde est orléaniste. Le gouvernement n'a pas assez de stabilité pour eux, car les changements de ministère sont trop fréquents. À peine ont-ils commencé quelque grande entreprise que le ministère a changé, et il faut partager le butin, sous peine de voir l'entreprise ruinée. C'est pourquoi ils préfèrent le régime stable des d'Orléans, par lequel garderait son Ferry ou son Guizot pendant dix ans, et pendant ce temps ces brigands en gros pourraient refaire, pour leur compte, les grands vols de 1830 et de 1848.

Et c'est aujourd'hui aussi que Ferry et les Rouvier, forcés de s'appuyer sur la haute finance, sont devenus orléanistes. Ce que les républicains qu'ils étaient jadis, ils l'ont osé passer à l'Orléanisme, sont devenus royalistes pour devenir Guizot du comte de Paris. Non pas qu'ils estiment le Philippe en question, — il le méprise. Mais avec Philippe pour trône, il pourra rester dans son palais sept ans sur huit et se « couronner l'édifice » de sa fortune et faire celle de ses amis.

Si les affaires ne font pas éclater la révolution d'ici au printemps, nous n'exagérons rien. Nous disons les choses telles qu'elles sont.

Nous sommes dans une impasse. Et il n'y a que la révolution qui puisse sauver l'existence nationale de la France.

La révolution — terrible ; celle qui balayera toutes les institutions pourries du passé, qui balayera la bourgeoisie et affranchira le peuple ; celle qui ouvrira une page nouvelle de l'histoire en disant :

Cette terre n'est pas un seigneur, ni un banquier ; elle est à nous !

Cette mine n'est pas à un actionnaire, cette usine n'est pas à un patron ; elles sont à nous !

Cette ville, centre de l'intelligence européenne du siècle, avec ses maisons, ses magasins, ses jardins et ses stocks de blé et de marchandises, elle est à nous, car c'est l'esprit inventif de notre intelligence redevenue libre, avec l'amour de la liberté.

Alors, la nation française ne mourra pas.

Mais la bourgeoisie mourra en Europe.

Ce ne sera pas la mort de la France, ce sera la Révolution !

Quant à la basse pègre des Wilson et Rouvier, les petits fonctionnaires et fournisseurs, ceux-là s'accommodent avec n'importe quel gouvernement. Puisqu'on a des timbres et du sucre pour vivre sous la république — c'est bon pour les petits bourgeois, l'austère magistrat, la redingote râpée, râlent avec leurs sans-causes et le docteur sans clients, s'allient sous eux. Puisqu'on peut faire bourse sous la République et qu'on y est déjà, puisqu'on peut débiter une place, — vive la République, comme ils crieront « Vive Louis-Philippe II ! »

Les grands voleurs de la tradition Gambetta, devenus orléanistes à force de finance, et les petits voleurs comme Wilson, prêts à embrasser n'importe quel gouvernement, les deux moyens partis depuis vingt ans se disputent le pouvoir.

Toute l'histoire de la France depuis seize ans n'a été que cela. Astuces tunisiennes et tonkinoises, concessions de chemin de fer et conversion de la dette du pouvoir : Ferry et Rouvier n'ont qu'à choisir entre les uns et les autres.

Ajoutez à cela le clergé travaillant de toute sa force et toute sa malice pour assurer le retour du roi qui garantirait ses biens et ses richesses, mieux que ne peut le faire l'opportunisme.

Il est vrai que la prêtraille a réussi à conquérir l'opportunisme. Son ennemi le clergé qui fit Ferry du temps de l'article 7, la conversion de l'opportunisme de l'Église fait depuis quelques années. Lisez seulement avec la moindre attention les journaux d'hier avec ces libres penseurs d'hier ne font pas entendre au moins leurs sornettes.

Ajoutez encore les rastaquouères et rastagnaguères du bonapartisme, espérant le retour d'un de leurs partisans, d'un « prince », prêts à faire des œillades aux révolutionnaires, espérant que la révolution se ralliera à leur prince, comme la Jacquerie se rallia au « mauvais prince ».

Ajoutez enfin les radicaux — incapables de formuler aucun programme, — n'osant se rallier au socialisme, de peur d'effrayer les bourgeois ; n'osant se rallier à la haute pègre de peur de perdre leur dernier appui du peuple.

Criant aujourd'hui « À bas Grévy ! » et demain « Vive Grévy ! » de peur d'être embastillés par Ferry. Criant « Vive Boulanger ! » et ne comprenant pas dans leur popularité déjà son petit plan

de fait : arriver à la dictature militaire, écraser la canaille, et puis vendre son épée, rouge du sang de la Commune, au même « Monseigneur » d'Orléans devant lequel il se prosternait il n'y a pas si longtemps comme un vil laquais.

Et chez les radicaux — toujours aussi cette immense queue, aussi avide d'arriver à la curée que les devanciers. On a assez vu les faits récents du Conseil municipal de Paris ; on le voit dans les conseils municipaux de province ; on en voit déjà les indices dans la Bourse du Travail.

Qu'ils soient au pouvoir demain, et les petites affaires à la Wilson vont recommencer. Ce seront « de nouvelles couches » à la curée — et voilà tout.

Un gouvernement centralisé, tenant entre ses mains l'armée, la marine, l'instruction, le commerce, l'art et l'Église ; disposant de quatre milliards à dévorer au budget ; centralisé au point qu'il ne peut marcher sans concentrer entre les mains d'un parti — ce qui veut dire toujours, d'un seul homme — et pas un seul homme qui mérite la moindre confiance.

Et la grande question sociale vient se poser dans toute sa grandeur. Commerce languissant, industrie languissante ; banqueroute de la république. Des centaines de mille travailleurs sans travail. Le peuple, las de l'inconnu, prêt à se lancer dans la révolution, pour en finir avec cette situation insupportable. Plus de confiance dans la sagesse des bourgeois ; plus de confiance dans le régime parlementaire.

Voilà la situation intérieure.

Et maintenant, voyons la situation extérieure.

La situation extérieure

Une guerre est sur le point d'éclater en Europe, — guerre qui devra se terminer par le démembrement complet de la France, si elle ne provoque pas, comme en 1793, un principe nouveau qui lui ralliera jusqu'à des soldats de ses ennemis.

« Bismarck, c'est l'ennemi », disent messieurs les patriotes. — Eh bien, non ! le vrai ennemi, c'est le bourgeois français qui a poussé les troupes françaises en Tunisie, ce n'est pas Bismarck.

C'est le bourgeois français qui empêche l'Italie de saisir Tripoli, c'est lui encore qui maintient un ambassadeur auprès du pape, reconnaissant ainsi son pouvoir temporel, en se faisant escroquer par les Italiens. C'est le bourgeois français, avide et impotent, qui a poussé le bourgeois italien dans les bras du bourgeois allemand.

C'est le bourgeois français qui crie que la crise est due au traité de Francfort, au lieu d'avouer qu'elle est due à sa rapacité.

C'est la grosse finance, revenant du retour des d'Orléans, qui a prêché l'alliance franco-russe, soutenue bêtement par les radicaux français. Les bourgeois français sont en guerre avec l'italien et l'espagnol, mais fraternisent avec le bourgeois russe parce qu'ils n'ont rien à se partager. Voilà le vrai secret de l'alliance franco-russe.

Eh bien, on sait ce qu'il en est, en ce moment, de cette fautive alliance qui n'a vécu que ce que vivent les roses. Elle n'existe plus, et c'est bien simple. L'Allemagne peut garantir la Bulgarie au tsar russe, la France ne peut pas garantir la Bulgarie à l'Allemagne. Aussi l'alliance franco-russe est-elle terminée, et l'alliance russo-allemande est faite.

Au prix de la Bulgarie, le tsar a promis neutralité en cas de guerre franco-allemande. Et s'il ne tenait pas parole, l'Angleterre menacerait sa flotte pour le menacer dans la Mer Noire. Si cela sonne au printemps, la Russie saisit la partie orientale de la péninsule des Balkans, sauf Constantinople ; l'Autriche saisit la partie occidentale. L'Italie marche sur Nice ; l'Allemagne et l'Autriche marchent sur la France ; et l'Angleterre menace la Russie afin qu'elle se tienne bien tranquille.

Voilà la situation étrangère, du moins en ce moment.

Lutter seule contre cent millions d'Allemands, d'Autrichiens et d'Italiens — la France ne le peut pas.

Ce sera donc le démembrement de la France en Europe, — si la Révolution n'éclate pas en France avant la guerre, ou au début même des hostilités. Il n'y a pas d'illusion à se faire.

La révolution, c'est la seule issue de l'imbroglio intérieur. Et c'est encore la seule issue de l'imbroglio extérieur.